



Evaluer • Echanger • Eclairer



Appel à manifestation d'intérêt du F3E et de BATIK International :

Appui à la mise en place d'outils de mesure des impacts sociaux et économiques de l'accompagnement des femmes victimes de violence dans des quartiers populaires en Egypte, au Maroc et en Tunisie

Ces éléments sont présentés sous réserve de la finalisation en cours des termes de référence de cette étude.

1- L'action et les acteurs impliqués

BATIK International est une association française créée en 1998 qui œuvre pour la réduction des inégalités des personnes les plus vulnérables, telles que les femmes, les jeunes femmes et jeunes hommes, les personnes âgées des deux sexes, en situation de migration ainsi que les personnes à l'intersection de ces identités. BATIK Int. mène quatre projets (Vietnam, rive Sud de la Méditerranée, France), qui visent à améliorer l'insertion et l'accès aux droits socio-économiques de personnes en situation de vulnérabilité, grâce à leur empowerment et à l'appui à des organisations paires qui travaillent directement avec ces populations. L'approche genre est transversale au sein de BATIK Int., tant dans son organisation interne que dans ses projets.

BATIK International intervient dans la zone MENA (*Middle East and North Africa*) depuis 2002 avec des projets appuyant au développement social et économique de personnes dans des zones enclavées, par l'accompagnement d'acteurs et d'actrices locales via des diagnostics et la mise en place de dispositif de suivi-évaluation. Plus récemment, les projets ont porté sur l'accès à un travail décent pour les micro-entrepreneurs, en particulier les femmes, car elles sont plus affectées par la précarité, via l'entreprise collective pour l'amélioration de leur insertion socio-économique.

Le projet Karama (« dignité » en arabe) prend place dans 4 pays de la rive Sud de la Méditerranée : Algérie (non incluse dans le scope de l'appui), Egypte, Maroc et Tunisie. Dans cette région, tout comme dans le reste du monde, les violences envers les femmes sont fréquentes sous différentes formes et les inégalités entre les femmes et les hommes persistent dans plusieurs aspects de la société. Ces violences envers les femmes les impactent fortement, que ce soit sur le plan physique, émotionnel, psychique ou économique. Notamment, les [pays](#) de la région ont les plus faibles pourcentages de femmes et jeunes femmes occupant un emploi dans le secteur formel et de femmes créant ou développant leur entreprise.

Sur le long terme, Karama cherche à **contribuer à la réduction de ces violences en apportant une réponse intégrée** allant de la prévention à la prise en charge des victimes/survivantes. L'objectif global du projet est de contribuer à réduire la violence à l'égard des femmes par la mise en œuvre d'un dispositif intégré de prévention, de prise en charge et d'accompagnement des victimes dans des quartiers populaires de la rive Sud de la Méditerranée. Il comprend 4 objectifs spécifiques visant à 1/ renforcer les capacités OSC locales à accueillir et accompagner les victimes des violences, 2/ sensibiliser les opinions publiques, 3/ favoriser la protection des femmes grâce à la mise en place des structures d'accueil et de prise en charge des victimes de violence et 4/ **Promouvoir l'autonomisation sociale et économique des victimes par l'accès à la formation professionnelle et aux services financiers et la mise en place de partenariats public-privé. C'est ce 4^{ème} objectif qui fait l'objet de l'appui.** Il est composé de 4 types d'activités : l'accompagnement social ; la formation professionnelle ; l'orientation professionnelle et accompagnement dans la recherche d'un emploi ; l'accompagnement à la création et au développement d'une activité économique. Les modalités d'intervention sont diverses en fonction des associations partenaires porteuses du projet.

5 organisations font partie de l'équipe projet et leurs missions sont réparties comme suit :

- BATIK Int., à Paris, structure chargée du pilotage général du projet.
- EACD (Egyptian Association for Community Development), depuis Le Caire, responsable de la mise en œuvre des activités dans le quartier d'El Marg.
- Beity qui réalise les activités de l'action à Tunis.
- La FLDF (Fédération des Ligues Démocratiques pour les Droits des Femmes), à Rabat (Maroc).
- L'AFAD (Association Femmes Action Développement), en Algérie (hors du scope de l'étude car ne met pas actuellement en place d'activité d'autonomisation sociale et économique des femmes).

Le budget de Karama s'élève à 778 361€ sur 3 ans de réalisation (financements AFD, Ville de Paris, Fondation Chanel, Fonds canadien pour les initiatives locales, Drosos et les FNUAP).



Evaluer • Echanger • Eclairer



2- L'étude

2.1- Attentes et objectifs

L'équipe projet ne possède pas de dispositif permettant de suivre les effets et impacts économiques et sociaux de l'action sur les femmes accompagnées par le projet, l'appui vise donc à le mettre en place. **Ce DSE permettra à l'équipe projet de mieux suivre dans quelle mesure les accompagnements proposés pour les femmes ont amélioré leurs conditions et leur inclusion socio-économiques, ainsi que leur empowerment, et d'en rendre compte auprès de leurs bénéficiaires et bailleurs.** Il sera approprié par toutes les associations partenaires qui seront en mesure de collecter les données et, surtout, de les analyser pour observer et comprendre les interventions qui ont eu un effet/impact et celles à réorienter. Ce dispositif permettra de compléter ceux déjà existants au sein des organisations partenaires. Les organisations partenaires pourront également adapter le dispositif à construire pour d'autres de leurs actions.

Le projet est dans sa première phase d'un cycle de 9 ans. Le DSE qui sera créé s'inscrira dans le temps pour être utilisé au-delà de cette phase du projet.

2.2. Objets de l'étude

Le dispositif de suivi-évaluation qui devra être créé lors de l'appui portera sur l'insertion socio-économique des femmes accompagnées, et notamment :

- Sur leur **progrès économique**, c'est-à-dire les capacités des femmes à améliorer leurs revenus ainsi que leurs moyens de subsistance. Cela passe, par exemple, par leur participation à des activités de renforcement qui leur permettent de développer de nouvelles compétences et capacités dans leur gestion financière et professionnelle, d'accéder à de nouveaux marchés (pour les entrepreneuses) ou des opportunités d'emplois décents (pour les demandeuses d'emplois).
- Sur leur **pouvoir d'agir**, pour que leur autonomie financière augmente et qu'elles soient en mesure de d'améliorer leur contrôle sur leur revenu, voire le revenu de leur ménage. Cela peut passer, par exemple, par de meilleures capacités de prise de décision, une amélioration de leur pouvoir de négociation (que ce soit d'un prix d'achat pour les entrepreneuses ou des conditions d'un contrat de travail pour les demandeuses d'emplois). Le pouvoir d'agir peut également être mesuré en termes de contrôle des femmes sur leur propre source de revenus, sur leurs outils de production, au niveau de leur part de prise en charge dans les revenus de leur ménage, de leur capacité à se déplacer de façon autonome, de leur confiance en elles et en leurs capacités, sur le temps passé à des tâches reproductives.

L'équipe projet souhaite être en capacité de mesurer l'évolution du parcours d'une femme par rapport à l'accompagnement qui lui aura été fourni sur le moyen et long terme.

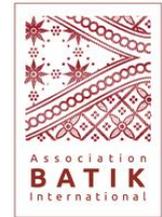
La question se pose d'avoir un DSE unique pour l'ensemble des structures ou s'il est pertinent d'avoir un tronc commun et des spécificités à chaque contexte et en fonction des différents modes d'intervention.

2.3- Déroulement envisagé et calendrier prévisionnel

BATIK Int. Sera responsable de la coordination générale de l'étude, et une personne focale sera désignée dans chaque association partenaire mobilisée.

Les principales étapes prévues de l'appui sont :

- le **lancement de l'appui et prise de connaissance** (février-mars 2021), à distance ;
- le **cadre de l'appui** (mars 2021), avec la rédaction d'une note de cadrage et une réunion à distance ;
- l'**élaboration des outils** (avril à septembre 2021) par le/la consultant.e en autonomie, puis un partage / révision en plénière lors d'un séminaire d'échanges prévu en juin 2021 (mission terrain 1) ;
- l'**accompagnement à distance par le/la consultant.e pour la collecte de données par le partenaires locaux** (octobre à décembre 2021), une mission de suivi sera effectuée pour appuyer les partenaires dans leur collecte (mission terrain 2) ;
- la **pré-analyse** (janvier à février 2022) par le/la consultant.e des données collectées sur les terrains ;
- l'**analyse collective** (février 2022), lors du séminaire de clôture du programme. Le/la consultant.e effectuera également des visites terrain pour collecter des données destinées à compléter l'analyse externe (mission terrain 3) ;
- la rédaction du **rapport** (mars à mai 2022) et restitution. Ce rapport, ainsi qu'une synthèse d'une dizaine de pages, aura une double fonction : documenter la mission d'appui à l'élaboration du dispositif de suivi-évaluation et son



appropriation par les partenaires membres du projet mais aussi d'évaluation dudit projet, au niveau de l'insertion socio-économique des femmes victimes/survivantes de violences accompagnées.

Le budget prévisionnel de l'étude est fixé à 36 000 € TTC.

2.4- Expertise externe recherchée

Profil souhaité pour le/la/les consultant.e.s (équipe possible, dont un.e consultant.e sera chef.fe de mission, les offres préciseront qui) :

- Expérience en termes de suivi et évaluation de programmes de développement pluri acteurs et notamment de mise en place de dispositif de suivi-évaluation avec perspective de genre
- Connaissance dans le domaine de l'insertion socio-économique avec perspective de genre
- Qualité d'écoute, rigueur méthodologique, capacités de synthèse et d'analyse, ouverture d'esprit

Les profils d'expert.e.s locaux (Afrique du Nord et plus particulièrement égyptiens, marocains et/ou tunisiens) ainsi qu'arabophones sont plus particulièrement recherchés. La connaissance de l'approche d'empowerment sera un plus.

Cet appel à manifestations d'intérêt est destiné à **identifier des consultant.e-s**. A l'issue de cet appel à manifestation d'intérêt, une présélection sera opérée, puis un **appel d'offres restreint** sera lancé auprès des consultant.e-s présélectionné.e-s, sur la base des termes de référence finalisés de l'évaluation.

A ce stade, **le CV du/de la consultant.e proposé.e pour être chef.fe de mission est demandé**. Si une équipe de consultant.e-s était proposée, **l'envoi du CV du/des consultant.e-s associé-es n'est pas exigé à ce stade** de l'appel à manifestations d'intérêt, mais est toutefois **encouragé**.

Si vous souhaitez manifester votre intérêt, merci de bien vouloir envoyer votre CV par courrier électronique **avant le dimanche 13 décembre à minuit (heure française)** à l'attention simultanée de :

Armelle Barré, chargé-e d'études, F3E : a.barre@f3e.asso.fr

Nguépelbbé Tokinon, Responsable de programmes, BATIK International : ntokinon@batik-international.org

Il est demandé de joindre un CV actualisé dans lequel vous aurez surligné les éléments spécifiques que vous jugez utiles pour apprécier votre manifestation d'intérêt dans le cadre de cette étude.